



Audition du 5 octobre au parlement européen sur le H1N1: les masques sont tombés!

Par [Initiative Citoyenne](#)

Mondialisation.ca, 27 octobre 2010

[Initiative citoyenne belge](#) 25 octobre 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [Grippe H1N1](#)

Le 5 octobre dernier se tenait une audition au sujet du H1N1 en commission Santé (ENVI) du parlement européen. Celle-ci fait partie d'une série d'entrevues qui déboucheront in fine sur la rédaction d'un rapport d'initiative par l'eurodéputée Michèle Rivasi.

Pour rappel, [plus de 200 eurodéputés avaient fait la demande d'une commission spéciale sur le H1N1](#) au sein du parlement européen, une demande rejetée de façon arbitraire et anti-démocratique par les responsables du PPE et du parti socialiste européen.

Cette commission spéciale refusée pourra-t-elle seulement être remplacée aussi efficacement et aussi librement par cette formule modifiée de questionnement (plutôt que d'investigation)?

Nous l'espérons mais force est de constater que la teneur des différentes interventions des uns et des autres montre l'ampleur du travail qui reste à accomplir pour que santé & démocratie aillent enfin de pair....

Un premier bienfait de cette série d'auditions est de « faire tomber les masques » et de dévoiler les véritables intentions derrière cette machinerie forcenée du « vaccin à tout prix ».

Dans cette audition-clé, vous n'entendrez pas beaucoup de nouveautés mais quand même quelques grosses perles qui méritent cependant le détour.

[ECOUTER CETTE AUDITION](#) (déplacer le curseur à 10:08 pour le début)

Parmi celles-ci, on peut citer:

- Thomas Lonngren, le directeur exécutif de l'Agence Européenne du Médicament (EMA) qui affirme qu'il n'y a pas eu d'effet secondaire grave au cours des essais cliniques des vaccins H1N1 et que donc, ils savaient d'avance que ces vaccins n'entraîneraient pas d'effet secondaire grave dans le public (Il fallait oser mentir avec un tel aplomb quand on sait par exemple que cette même agence avait connaissance de 7 décès sur les 2000 patients d'un essai clinique réalisé par GSK pour son vaccin Pandemrix ce qui est ENORME!)

Mr Longren a aussi conclu de façon arrogante et éhontée qu'en un mot, ils ont été TRANSPARENTS ! (Quelle « transparence » en effet d'avoir prétendu au public qu'il n'y avait aucun risque grave avec les vaccins H1N1 dont le Pandemrix alors que la propre firme avait réalisé des essais aux résultats ultra inquiétants: 7 décès sur 2000 patients vaccinés; des

décès, des malformations et des fausses couches inquiétantes chez des rattes vaccinées et leurs petits...)

- Mme Anita Janelm, conseillère technique au Ministère de la Santé suédois, qui n'a pas hésité à lâcher que tous les experts mondiaux étaient d'accord avec l'OMS pour passer en phase d'alerte pandémique 6 soit l'alerte maximale.

- Mme Georgette Lalis, juriste de la DG Sanco (direction générale des entreprises) qui a été responsable de l'octroi des autorisations de mise sur le marché des vaccins pandémiques et qui précise que sur base de la législation européenne, les firmes pharmaceutiques sont responsables des effets secondaires autres que ceux qui étaient attendus sur base des résultats des essais cliniques et que, selon son avis de juriste, elle n'est pas sûre que les laboratoires pharmaceutiques puissent se décharger de cette responsabilité sur les états....

- Mr Sprenger, actuel directeur de l'ECDC qui déclare, sans rire que ceux faisant partie de ce qu'IL appelle le « lobby anti-vaccinal » sont des gens dangereux et qu'ils font peur avec toutes sortes d'histoires sans aucun fondement (!)

- Mme [Paola Testori Coggi](#), directrice NON ELUE de la DG Health & Consumers à qui nous décernons le palme du manque de respect pour la dignité des consommateurs dont elle est pourtant censée officiellement défendre les intérêts!!!!

Quand on déplace le curseur à 11:47:13, on peut ainsi entendre, non un certain effroi la traduction française de ses propos:

« Savez-vous que pour les ANIMAUX, pas pour les humains mais pour les animaux, c'est la Commission qui décide des stratégies de vaccination, qui va acheter le vaccin, où, quelle est la part qui doit être vaccinée, combien d'animaux doivent être vaccinés. Pour les ANIMAUX, nous avons cela, ce n'est pas contesté du tout. Il y a le caractère contraignant lié à une base juridique forte. Et puis, nous avons des années d'expérience. Alors je pense qu'en matière de santé publique, nous en sommes aux premiers balbutiements pour commencer et puis, à un moment, nous y arriverons également pour les être humains. »

(Ses propos en anglais original sont: » *Do you know that for animals, not for humans, for animals, it is the Commission who decides the vaccination strategies, who has the vaccine, who buys the vaccine, who identifies which part of Europeans are to be vaccinated, how many animals have to be vaccinated. We have this. It's not contested. Member states follow because there is a strong legal basis and there is, you know years and years. So, I think, in area of public health, we are at the beginning, we will start but there will be a moment when we will arrive there.* »)

OUI! Vous avez bien lu, bien entendu... la directrice de la DG consommateurs appelle de ses voeux que les humains finissent par être vaccinés comme des animaux, comme des bêtes, comme du bétail en fonction de décisions de la Commission, par définition, arbitraires puisque tous ces gens-là sont des gens NON ELUS qui n'ont donc absolument aucune légitimité.....

LES MASQUES SONT DONC TOMBÉS... MERCI!

Maintenant, le plus important pour le public, c'est qu'il fasse le lien entre ces déclarations scandaleuses et les modalités pratiques et concrètes que les officiels veulent employer pour arriver à leurs fins car il ne s'agit hélas pas d'une fiction. Pour vacciner massivement les

populations et éviter toute contestation, les officiels savent qu'ils doivent:

- promouvoir l'achat massif et centralisé de vaccins (de sorte que la pression soit maximale sur les états et que des états rebelles comme la Pologne n'aient plus le choix mais aussi afin de favoriser toujours plus les entreprises qui ne risqueront ainsi plus les invendus et les résiliations)
- éviter que les gens ne se posent des questions gênantes sur les vaccins (cela impose des stratégies de propagande uniforme forte; le contrôle et la canalisation des sites et des blogs internet dérangeants, ...)
- constituer des bases juridiques contraignantes (pour faire peur aux contestataires qui sont tout bonnement niés)

Le public devra ainsi, tôt ou tard, choisir s'il accepte cette stratégie de la « carotte » pour ses bons dirigeants, dociles et aux ordres d'une Commission non élue et celle du bâton pour lui en cas de protestation ou bien s'il refuse sans attendre ce marchandage de la santé devenu véritablement intolérable.

Il est MOINS UNE, vous ne trouvez pas?

La source originale de cet article est [Initiative citoyenne belge](#)
Copyright © [Initiative Citoyenne](#), [Initiative citoyenne belge](#), 2010

Articles Par : [Initiative Citoyenne](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca